

Brochure n° 3244

Convention collective nationale  
IDCC : 1505. – **COMMERCE DE DÉTAIL DES FRUITS  
ET LÉGUMES, ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

AVENANT N° 126 DU 22 JANVIER 2018  
RELATIF À L'ÉVOLUTION DE LA GRILLE DE SALAIRES

NOR : ASET1850348M  
IDCC : 1505

Entre :

Saveurs Commerce ;

FECP ;

AFFLEC ;

FNSCMF,

D'une part, et

FGTA FO ;

FNAACFE-CGC ;

FS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Smic horaire est passé à 9,88 € brut.

Les signataires de la convention collective nationale du commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers se sont réunis pour établir une nouvelle grille de salaires.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Grille de salaires*

*(En euros.)*

NIVEAU	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
N1A	10,09	1 530,27
N1B	10,26	1 556,39
N2	10,38	1 574,83

NIVEAU	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
N3A	10,54	1 597,87
N3B	10,70	1 622,46
N4A	10,83	1 642,43
N4B	11,13	1 688,52
N5	13,76	2 086,45
N6	14,34	2 175,57
N7	17,25	2 616,52
N8	19,60	2 972,97

## Article 2

L'accord relatif à la classification des emplois du 14 décembre 2016 prévoit son entrée en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel d'extension de cet accord. Pour tenir compte des délais nécessaires à la bonne application de la nouvelle grille qu'il introduit, il a été convenu que la nouvelle classification devra être appliquée par toutes les entreprises entrant dans le champ d'application dudit accord, au plus tard dans les 4 mois suivant la publication de l'arrêté d'extension.

Afin d'introduire une cohérence entre les nouveaux niveaux de classifications ainsi institués et la grille des salaires, laquelle reprend les niveaux de classification, une autre grille de salaires, comportant les niveaux de la nouvelle grille de classification qui devrait entrer en application est prévue par le présent avenant.

Ainsi, les entreprises, lorsqu'elles mettront en place la nouvelle grille de classification, devront utiliser les nouveaux niveaux de classification et les montants de salaires correspondants, en appliquant la grille suivante :

*(En euros.)*

NIVEAU	TAUX HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
E1	10,09	1 530,27
E2	10,26	1 556,39
E3	10,38	1 574,83
E4	10,54	1 597,87
E5	10,70	1 622,46
E6	10,83	1 642,43
E7	11,13	1 688,52
AM1	13,76	2 086,45
AM2	14,34	2 175,57
C1	17,25	2 616,52
C2	19,60	2 972,97

## Article 3

L'application de cet accord de salaires doit, dans une même entreprise, donner lieu au respect du principe « à travail égal, salaire égal ».

Conformément à ce principe et aux dispositions du code du travail et de la convention collective, les entreprises veilleront au respect de :

- l'égalité de rémunération entre hommes et femmes. Les femmes, sans que les absences pour maternité y fassent obstacle, se voient attribuer, dans les mêmes conditions que les hommes, le niveau de classification et le salaire prévus par la présente convention collective et bénéficient des mêmes conditions de promotion et/ou d'évolution, notamment salariale ;
- l'égalité de traitement entre les salariés quels que soient notamment leur origine, âge, apparence physique, patronyme, situation de famille, activités syndicales ou convictions religieuses.

#### **Article 4**

##### *Effet*

Le présent avenant remplace et annule dans toutes ses dispositions l'avenant n° 124 du 30 janvier 2017.

Il est applicable à compter du 1<sup>er</sup> février 2018.

#### **Article 5**

##### *Formalités administratives*

Le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au greffe du conseil de prud'hommes.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, son extension.

Fait à Paris, le 22 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)